Washington songe à rétablir le Glass-Steagall Act

L'administration Trump envisage de séparer à nouveau les banques de dépôt et les banques d'affaires

NEW YORK - *correspondant*

L'idée de séparer les activités de banque de dépôt de celles de banque d'investissement est devenue un véritable serpent de mer. La mesure avait été promise par un certain nombre de gouvernements afin de tirer les leçons de la crise financière.

L'objectif : rendre étanches les deux métiers afin de sécuriser l'argent des épargnants, qui, lors du cataclysme de 2008, avait été inconsidérément exposé à la spéculation et à la prise de risque des établissements financiers.

Mais, une décennie plus tard, on ne voit toujours rien venir. En Europe comme aux Etats-Unis, les bonnes résolutions sont restées lettre morte. Pourtant, outre-Atlantique, les positions sont en cours d'évolution.

« Je suis en train de regarder ça, en ce moment », a déclaré Donald Trump, début mai. *« Il y a des gens qui veulent revenir à l'ancien système, n'est-ce pas ? Nous allons donc étudier la question »*, a expliqué le président américain, reprenant ainsi l'une des promesses de sa campagne électorale de mettre en place un *« Glass-Steagall Act du XXIe siècle »*.

Cette loi avait été promulguée par Franklin Roosevelt en 1933. Alors que l'Amérique est encore traumatisée par le krach de 1929, deux parlementaires démocrates, Carter Glass et Henry Steagall, prennent l'initiative d'un texte obligeant les établissements à choisir entre leur activité de banque commerciale – c'est-à-dire le prêt aux particuliers et aux entreprises ainsi que la gestion des dépôts d'argent – et leur activité de banque d'affaires, spécialisée dans les opérations sur les marchés financiers, les deux métiers étant désormais déclarés comme incompatibles.

Le système a fonctionné bon an mal an pendant soixante-six ans, accompagnant notamment la période d'expansion de l'après-guerre, l'une des plus dynamiques de l'histoire américaine. Mais, sous prétexte d'accompagner au mieux la financiarisation de l'économie, le Glass-Steagall Act a finalement été abrogé le 12 novembre 1999 par Bill Clinton. Pour un certain nombre d'économistes, cette décision, en encourageant la culture du risque au sein des banques, aurait contribué à la propagation de la crise de 2008.

« Le compte en banque de votre grand-mère ne devrait jamais être mis en danger par les prises de risque de Wall Street »

ELIZABETH WARREN
sénatrice démocrate du Massachusetts

Wall Street a toujours contesté ce lien de cause à effet, se livrant, depuis, à un intense lobbying pour ne pas revenir à la législation de 1933. Mais la nouvelle administration américaine semble, cette fois, prête à agir. Keith Noreika, le tout nouveau responsable du Bureau de contrôle de la monnaie, l'organisme chargé de la régulation des banques américaines, a confirmé, jeudi 11 mai, que l'administration Trump était effectivement *« dans les premières étapes »* d'une nouvelle version du Glass-Steagall Act.

Le secrétaire au Trésor, Steven Mnuchin, et l'un des principaux conseillers économiques de M. Trump, Gary Cohn, qui sont pourtant, l'un et l'autre, deux ex-banquiers de Goldman Sachs, ont distillé, ces dernières semaines, des petites phrases allant dans le même sens.

« Foutaises ! »

Le PDG de Goldman Sachs lui-même ne semble pas s'en effrayer. Lors d'un entretien accordé mardi 9 mai à CNBC, Lloyd Blankfein a ainsi indiqué que son groupe était l'un des mieux positionnés dans la perspective d'un retour au Glass-Steagall Act.

Pourtant, en 2008, alors que la banque était à court de liquidités, Goldman Sachs avait consenti à changer son statut juridique pour devenir une banque commerciale, ce qui lui permettait d'accéder aux aides de l'Etat pour éteindre l'incendie financier. Même si le groupe s'est lancé il y a quelques mois dans des activités de banque de détail, il garde encore l'un des profils les plus homogènes du marché, tourné essentiellement vers la banque d'investissement.

Le président Franklin Roosevelt, lors de la signature du Glass-Steagall Act, le 16 juin 1933, à Washington. BETTMANN/BETTMANN ARCHIVE

En revanche, des établissements comme JPMorgan Chase, Bank of America ou Citigroup, dont le modèle économique repose sur les deux métiers de façon plus équilibrée, auraient beaucoup plus à perdre si le Glass-Steagall Act faisait son retour. A noter que Citigroup avait été le premier bénéficiaire de son abrogation en 1999, qui avait permis la fusion entre Citicorp et Travelers Group pour donner naissance au groupe tel qu'il existe aujourd'hui.

Toutefois, l'efficacité d'une séparation entre banque de dépôt et banque d'investissement ne fait pas l'unanimité. En quittant, il y a quelques jours, son poste de responsable de la supervision des grandes banques américaines au sein de la Réserve fédérale, Daniel Tarullo soulignait que c'est l'effondrement de deux banques d'affaires, sans activité de dépôt, Bear Stearns et Lehman Brothers, qui est à l'origine de la crise financière. *« Se contenter de séparer les activités ne signifie pas qu'on met les gens à l'abri »*, explique-t-il, ajoutant que scinder les activités des banques aurait un coût, avec une perte dans le même temps des avantages liés à la combinaison de ces activités.

C'est, par exemple, le cas de leur capacité à accumuler des capitaux, qui permet de faire face à leurs engagements financiers en cas d'effondrement du marché. *« Si on supporte ces coûts supplémentaires et qu'il y a toujours des problèmes de stabilité financière, on ne va pas beaucoup gagner au change »*, assure-t-il.

« Foutaises ! », répond Robert Reich, l'ex-ministre du travail de Bill Clinton. *« La crise de 2008 est devenue une menace pour l'ensemble du système parce que les banques "trop grosses pour faire faillite" étaient garantes d'une partie des risques pris par des établissements comme Lehman Brothers. Et pourquoi les grandes banques ont pu faire cela ? Parce que le Glass-Steagall Act a été abrogé. »*

« Se contenter de séparer les activités ne signifie pas qu'on met les gens à l'abri »

DANIEL TARULLO
ex-responsable au sein de la Réserve fédérale

Les partisans de la réforme pointent également la concentration excessive du secteur bancaire américain. Les six plus gros établissements gèrent les deux tiers des encours sur les cartes de crédit et plus d'un tiers des prêts immobiliers, tandis qu'ils contrôlent 95 % des produits dérivés et détiennent 40 % des dépôts.

Consciente que le contexte devient porteur, la sénatrice démocrate du Massachusetts Elizabeth Warren, qui se bat depuis des années pour le rétablissement du Glass-Steagall Act, a déposé, début avril, un projet de loi allant dans ce sens. Celui-ci est soutenu par trois autres sénateurs, dont le républicain John McCain.

« Les gens de Wall Street peuvent s'y opposer, mais la plupart des Américains y tiennent », a-t-elle déclaré mercredi 10 mai sur Bloomberg TV. *« Le compte en banque de votre grand-mère ne devrait jamais être mis en danger par les prises de risque considérables de Wall Street. Séparons les deux, construisons un mur ! »*, a insisté la sénatrice. Reste à savoir si ce mur-là aura finalement les faveurs du président américain, qui, jusqu'à présent, a plaidé pour une déréglementation de la finance. ■

STÉPHANE LAUER

Les Français de Londres s'interrogent sur un retour en France

Après le Brexit et avec l'élection d'Emmanuel Macron, ces expatriés n'excluent pas de rentrer au pays. Ils attendent des signes de réforme

LONDRES - *correspondance*

Pour Alban de Clermont-Tonnerre, *« les astres commencent à s'aligner »*. L'associé de Clerville Investment Management, une petite boutique de gestion de fortune basée à Londres, travaille désormais activement à son retour à Paris. *« Les négociations du Brexit se passent très mal. En même temps, pour les grosses fortunes, le régime britannique des "non-doms"* [qui permet d'importantes exonérations fiscales pour les riches étrangers] *est en train de disparaître. Et maintenant, on a l'élection d'Emmanuel Macron. »*

Lui avait de toute façon prévu de longue date de rentrer en France en 2018, pour des raisons personnelles. *« Mais*, dit-il, *il est désormais quasiment acquis qu'on va ouvrir un bureau à Paris. »* Un récent déjeuner avec l'Autorité des marchés financiers (AMF) a achevé de le convaincre. *« Ils nous l'ont dit très clairement : si le Royaume-Uni perd le "passeport" financier* [qui permet de vendre des produits à travers toute l'UE], *on ne pourra plus travailler depuis Londres. »* Seule une élection de la candidate du Front national, Marine Le Pen, *« aurait tout changé »* et gelé ses plans.

Au Royaume-Uni, où les Français ont voté à 51 % pour Emmanuel Macron au premier tour, et 95 % au second tour, le résultat de l'élection présidentielle, doublé du vote pour le Brexit, a soudain changé le regard de ces expatriés sur leur pays d'origine. Le fameux *« tapis rouge »* que l'ancien premier ministre britannique David Cameron voulait dérouler pour accueillir les Français outre-Manche semble avoir changé de sens.

« Pour la première fois depuis vingt-deux ans que je suis à Londres, si on me proposait de rentrer à Paris, je l'envisagerais sérieusement », témoigne Simon, un analyste financier dans une grande banque américaine. Lui ne décolère pas contre le Brexit : *« Franchement, je n'ai pas envie de vivre dans un pays qui m'a clairement dit qu'il ne voulait pas de moi. »*

« Franchement, je n'ai pas envie de vivre dans un pays qui m'a clairement dit qu'il ne voulait pas de moi »

SIMON
analyste financier à Londres

Jean-Noël Mermet, le fondateur et directeur général de Frenger, une société qui aide les entreprises françaises à réaliser des acquisitions au Royaume-Uni, confirme. *« Avec le Brexit, j'ai pris un coup sur la tête. Si les négociations avec l'Union européenne se passent mal et que la France se réforme, je ne ferme pas la porte à un possible retour. »*

Pas question pourtant d'imaginer qu'une vaste vague de rapatriements soit en préparation. Certes, l'image des deux pays, qui a longtemps été à l'avantage du Royaume-Uni, s'est brusquement inversée. Mais les Français d'outre-Manche veulent d'abord des preuves de réforme de la part du nouveau président français.

Karim Moussalem est bien placé pour en parler. Cet ancien de Goldman Sachs est rentré en France en 2011 pour cocréer son propre fonds d'investissement, Verrazzano Capital. *« Mais je me suis vite rendu compte que l'accès aux investisseurs était plus limité qu'à Londres et qu'il était difficile de faire venir des gens talentueux à Paris. »*

Depuis quelques mois, il a retraversé la Manche, et il est en train de monter un nouveau fonds à Londres. *« L'élection d'Emmanuel Macron peut changer les choses, mais seulement sur le moyen ou long terme »*, estime-t-il. Il cite en particulier le coût du travail, qu'il juge beaucoup trop lourd en France.

De ses contacts dans les grandes banques de la City, il rapporte le même attentisme. *« Avant d'envoyer des gens à Paris, celles-ci veulent s'assurer d'avoir de la visibilité sur les réformes à venir. Pour Macron, le plus dur commence maintenant. »*

Le patron d'une banque américaine privée, qui compte une petite centaine de salariés à Londres, confirme : *« On entend beaucoup de promesses et c'est une bonne chose. Mais il faudra voir concrètement les résultats avant de se décider. »*

Déménager reste compliqué

L'attentisme est d'autant plus grand que les déménagements sont compliqués à organiser. M. de Clermont-Tonnerre peut passer à l'acte facilement parce que sa structure ne compte que dix personnes, dont deux associés français et deux Belges. Mais pour les grandes institutions, il faut dénicher des bureaux, convaincre des familles, trouver les écoles…

De plus, malgré un ralentissement sensible depuis début 2017, l'économie britannique reste dynamique. *« Nous n'avons pas vu de réduction du nombre de fusions au Royaume-Uni de la part d'entreprises françaises*, constate M. Mermet. *Certaines, qui avaient hésité après le vote en faveur du Brexit, ont finalement confirmé leurs projets. »*

Entre lourdeurs d'un déménagement, scepticisme sur la capacité française à se réformer et solidité de l'économie britannique, peu de retours immédiats sont à prévoir. Certains, comme Pierre Haincourt, sont même ouvertement sceptiques.

Présent outre-Manche depuis vingt-huit ans, il a fondé en 2009 Credit Limits International, une PME de recouvrement de dette de quatorze salariés basée dans le Kent. *« Avec le Brexit, on réfléchit à ouvrir un petit bureau… à Dublin, en Irlande. »* Et pourquoi pas en France ? *« Fiscalement, j'aurais du mal. »* La victoire de M. Macron ne change-t-elle rien ? *« Il est dynamique, intelligent, solide, mais je doute des Français. Il va essayer de faire bouger les choses, mais je pense que ce sera très difficile d'y arriver »*, conclut-il. ■

ÉRIC ALBERT